

FAUT-IL CRAINDRE JOSE MANUEL BARROSO ?

Pourquoi la réélection de José Manuel BARROSO au poste de Président de la Commission Européenne suscite-t-elle autant de polémique ? Après tout, le résultat du vote du 16 septembre est sans appel : avec 382 voix sur 718 suffrages exprimés, c'est à la majorité absolue que les députés européens ont accepté de le reconduire à la tête de l'exécutif communautaire. Une victoire somme toute logique puisque M. BARROSO appartient au même courant politique que le PPE (parti populaire européen), grand gagnant des élections européennes de juin dernier.

Oui mais voilà, il se trouve que cette confortable majorité semble résulter de manœuvres politiciennes plus que d'un réel engouement pour le candidat et son programme. Il faut dire que, jusque dans son propre camp, le bilan du premier mandat de M. BARROSO est très controversé ; il lui est reproché notamment d'avoir travaillé au service des gouvernements nationaux plus que du projet européen (ce qui explique le soutien unanime des chefs d'Etat...) ou encore d'avoir manqué de réactivité face à la crise financière de l'automne dernier...

En outre, « l'oral de passage » du candidat devant le Parlement Européen a été accueilli sans enthousiasme.

C'est donc en grande partie à l'absence d'opposition réelle des socialistes que M. BARROSO, seul candidat à sa propre succession, doit sa réélection. D'une part, le Président du groupe socialiste au Parlement Européen, Martin SCHULZ, a convaincu la majorité de son groupe de s'abstenir, afin de préserver ses chances d'accéder à la présidence du Parlement Européen (il a pour cela besoin du soutien du PPE). D'autre part, les socialistes portugais et espagnols ont soutenu M. BARROSO au nom ... de la solidarité ibérique !

Au-delà de l'affaiblissement du groupe socialiste au Parlement Européen, c'est le manque de maturité de la démocratie à l'échelle européenne qui est révélé par cet épisode. Une fois de plus, les stratégies politiciennes et les enjeux nationaux ont primé sur l'intérêt communautaire.

Alain MARTY
Centre d'Information Europe Direct